



Combattre l'antisémitisme ensemble

01/02/2021 | Norbert Hofmann

À l'occasion de la Journée du judaïsme en Italie (17 janvier 2021), l'Osservatore Romano a publié ce texte du P. Norbert Hofmann, Secrétaire de la Commission du Saint-Siège pour les relations religieuses avec le judaïsme, sur la nécessité d'unir les forces pour combattre l'antisémitisme.

La Journée du judaïsme que l'Église en Italie célèbre le dimanche 17 janvier est un signe de la grande estime de l'Église catholique pour le judaïsme. Cette journée veut offrir aux chrétiens l'occasion de se souvenir avec gratitude des racines juives de leur foi et de se familiariser avec le dialogue en cours avec le judaïsme. La Journée du judaïsme est célébrée le 17 janvier non seulement en Italie mais aussi en Pologne, en Autriche et aux Pays-Bas, à l'initiative de leur Conférence épiscopale respective.

Examinons ensemble les activités entreprises par la Commission du Saint-Siège pour les relations religieuses avec le judaïsme au cours de l'année qui vient de s'achever. Le dialogue judéo-catholique a été lui aussi marqué depuis mars 2020 par la pandémie du coronavirus, à tel point que, jusqu'à présent, il n'a pas été possible de tenir des réunions ou des rencontres en présentiel. Le contact avec les interlocuteurs juifs a naturellement été maintenu par le biais des médias sociaux: les relations établies dans le passé et les amitiés qui s'étaient développées n'ont pas été compromises. Il subsiste néanmoins un sentiment compréhensible de vide et d'insatisfaction, car dans tout dialogue, et en particulier dans le dialogue judéo-catholique, rien ne vaut la dimension personnelle du contact direct, indispensable à l'approfondissement de la confiance et la bienveillance réciproque.

La dernière grande rencontre internationale, presque exclusivement de nature politique, s'est tenue à Jérusalem les 22 et 23 janvier 2020, à l'occasion du Forum mondial sur l'Holocauste, organisé avec la participation de l'État d'Israël (représenté par le chef de l'État, le président Reuven Rivlin) et du Congrès juif européen (CJE), avec la collaboration de Yad Vashem, l'Institut international pour la mémoire de la Shoah. L'objectif principal était de commémorer la Shoah 75 ans plus tard, de réfléchir à sa signification aujourd'hui et d'identifier clairement les dérives actuelles de l'antisémitisme afin de mieux orchestrer la lutte future contre ce phénomène.

Quarante-sept chefs d'État ou dirigeants mondiaux ont accepté l'invitation à participer, dont le vice-président des États-Unis, Michael R. Pence, le président russe Vladimir Poutine, le président français Emmanuel Macron, le président allemand Frank-Walter Steinmeier, le prince Charles de Grande-Bretagne et le président italien Sergio Mattarella. Le Saint-Siège a envoyé comme représentant le président de la Commission pour les relations religieuses avec le judaïsme, le cardinal Kurt Koch, qui est responsable des contacts avec le monde juif.

Le soir du 22 janvier, le président Rivlin a invité les représentants des différents États à un banquet d'État. Le lendemain, tous les participants se sont réunis à l'Institut Yad Vashem pour entendre les orateurs suivants: le président Reuven Rivlin, le premier ministre Benjamin Netanyahu, le président du CJE Moshe Kantor, le président Vladimir Poutine, le vice-président Michael R. Pence, le prince Charles, le président Emmanuel Macron, le président Frank-Walter Steinmeier, le rabbin Yisrael Meir Lau (président du conseil de Yad Vashem) et le président de la direction de Yad Vashem, Avner Shalev. L'événement s'est terminé par un moment musical et une cérémonie

religieuse, une prière funèbre pour les Juifs tués au cours de la Shoah.

Dans son message aux participants du Forum mondial sur l'Holocauste, le pape François a souligné que le Saint-Siège continuera à suivre la voie de l'amitié et à promouvoir le dialogue avec toutes les personnes de bonne volonté: "J'exprime l'espoir fervent qu'avec une vigilance constante et une éducation constructive, les iniquités perpétrées pendant l'une des périodes les plus sombres de notre histoire ne se reproduiront jamais plus nulle part. Réaffirmant l'engagement du Saint-Siège à poursuivre la voie de l'amitié, j'appelle les hommes et les femmes de bonne volonté du monde entier à rester fermes dans leurs efforts pour promouvoir le dialogue, la compréhension réciproque et la fraternité humaine comme fondement d'une paix durable". Cette déclaration du Pape s'inscrit dans la droite ligne de l'encyclique *Fratelli tutti*, qu'il a ensuite publiée le 4 octobre 2020.

Le fait que le Saint-Siège était présent à la réunion a été très apprécié de tous. La participation du cardinal Kurt Koch a reçu un appui organisationnel exemplaire de la part du Nonce Apostolique en Israël, Monseigneur Leopoldo Girelli. Cette rencontre mémorable a naturellement été rapportée par les médias du monde entier. Le message était clair: tous les États sont unis dans la lutte contre l'antisémitisme. Le président israélien Rivlin a rappelé l'objectif commun lors de son intervention: "Nous témoignons aujourd'hui de la capacité de la communauté internationale à s'unir, à poursuivre un objectif commun, ainsi que du devoir et de l'impératif de la communauté internationale de continuer à travailler ensemble sur la base de valeurs communes lorsqu'il s'agit de faire face à l'antisémitisme et au racisme, forces radicales qui répandent le chaos et la destruction, la peur et la haine de la dignité humaine et de l'humanité elle-même".

Dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, la communauté internationale des États a toujours pu compter sur le Saint-Siège. En effet, la déclaration conciliaire [Nostra aetate](#) (n. 4), promulguée le 28 octobre 1965, est claire: "En outre, l'Église, qui réprouve toutes les persécutions contre tous les hommes, quels qu'ils soient, ne pouvant oublier le patrimoine qu'elle a en commun avec les Juifs, et poussée, non pas par des motifs politiques, mais par la charité religieuse de l'Évangile, déplore les haines, les persécutions et les manifestations d'antisémitisme, qui, quels que soient leur époque et leurs auteurs, ont été dirigées contre les Juifs".

Cette affirmation de 1965 a été répétée et approfondie à plusieurs reprises par les pontifes qui se sont succédé. Saint Jean-Paul II, "brise-glace" incontesté dans le dialogue judéo-catholique, et Benoît XVI ont tous deux souligné à plusieurs reprises dans des discours adressés à des délégations juives que l'antisémitisme ne peut en aucun cas revendiquer une place quelconque dans l'Église catholique. Le pape François a rappelé qu'un chrétien, de par sa nature même, ne peut être antisémite, car le christianisme a des racines juives. S'adressant à une délégation de la communauté juive de Rome le 11 octobre 2013 à l'occasion du 70^e anniversaire de la déportation des Juifs de Rome, il a exprimé sa position sans équivoque contre toutes les formes d'antisémitisme: "Ce sera aussi l'occasion de garder notre attention toujours en éveil afin que ne reprennent pas vie, sous aucun prétexte, des formes d'intolérance et d'antisémitisme, à Rome et dans le reste du monde. Je l'ai dit d'autres fois et j'ai plaisir à le répéter à présent: c'est une contradiction qu'un chrétien soit antisémite. Ses racines sont un peu juives. Un chrétien ne peut pas être antisémite! Que l'antisémitisme soit banni du cœur et de la vie de chaque homme et de chaque femme!"

La voix du pape a une autorité morale: non seulement elle est entendue dans les milieux catholiques, mais elle a un écho dans la société en général, qui est également perçue par la classe politique. Devant les participants à une conférence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui s'est tenue à Rome sur le thème de l'antisémitisme le 29 janvier 2018, le pape François est entré dans le vif du sujet, en profondeur: "Il ne s'agit pas seulement d'analyser les causes de la violence et d'en rejeter la logique perverse, mais d'être

prêts et actifs pour y répondre. Par conséquent, l'ennemi que nous devons combattre n'est pas seulement la haine, sous toutes ses formes, mais, plus encore à sa racine, l'indifférence; car c'est l'indifférence qui paralyse et nous empêche de faire ce qui est juste même lorsque nous savons que c'est juste. Je ne me lasse pas de répéter que l'indifférence est un virus qui infecte dangereusement notre époque, une époque où nous sommes de plus en plus connectés aux autres, mais de moins en moins attentifs aux autres".

Pour le pape François, l'indifférence est donc l'une des racines fondamentales de l'antisémitisme. Si l'on pense à l'époque du national-socialisme en Allemagne, il y a eu de nombreux bourreaux et beaucoup de victimes ; cependant, la plupart des gens étaient des observateurs non participants, qui savaient ou soupçonnaient tout, mais n'intervenaient pas en raison de leur indifférence égoïste. Prendre position, témoigner, proclamer la vérité, risquer sa vie : telles sont apparemment les qualités des seuls martyrs. Aujourd'hui comme hier, les martyrs sont rares, car les gens ont perdu le courage de résister : il est beaucoup plus confortable de s'adapter, de n'offenser personne, de simplement nager dans le "mainstream".

Le pape François n'est pas le seul à condamner l'antisémitisme; bien avant lui, le 6 septembre 1938, un de ses prédécesseurs, le pape Pie XI, l'avait fait dans un discours devant un groupe de pèlerins belges. Il avait déclaré que l'antisémitisme était inacceptable et que nous étions tous, en fait, "sémites spirituellement". Depuis lors, les papes qui se sont succédés ont tous pris position, implicitement ou explicitement, contre l'antisémitisme.

Le pape Jean-Paul II lui-même a adressé un signe visible et éloquent au monde entier par sa visite au camp de la mort d'Auschwitz-Birkenau, le 7 juin 1979, et à l'Institut Yad Vashem à Jérusalem, le 23 mars 2000. Le document de la Commission pour les relations religieuses avec le judaïsme intitulé *Nous nous souvenons: une réflexion sur la Shoah*, contient également une condamnation explicite de l'antisémitisme, qui se distingue néanmoins de l'antijudaïsme: " Nous ne pouvons (...) pas ignorer la différence qui existe entre l'*antisémitisme*, fondé sur des théories contraires à l'enseignement constant de l'Église sur l'unité de la race humaine et sur l'égalité de toutes les races et de tous les peuples, et les sentiments séculaires de méfiance et d'hostilité que nous appelons *anti-judaïsme*, dont des chrétiens ont été coupables, malheureusement". Comprendre si l'antijudaïsme, en partie déjà présent dans le Nouveau Testament et chez les premiers Pères de l'Église, a ouvert la voie à l'antisémitisme raciste est l'une des tâches que la recherche moderne sur l'antisémitisme poursuit.

Une partie importante de cette recherche consiste en l'étude de la Shoah, qui peut être considérée comme l'apogée historique sans précédent d'une hostilité irréconciliable envers les Juifs. Les deux tiers des Juifs européens ont été exterminés par les nationaux-socialistes allemands avec une précision féroce et systématique. L'Holocauste doit donc rester un "mémorial éternel" dans l'histoire, afin qu'une telle aberration humaine ne puisse "jamais" se répéter. Le souvenir de la Shoah concerne non seulement les Juifs, mais toute l'humanité, appelée à respecter et à reconnaître la valeur de chaque être humain, quelles que soient son origine, sa religion et la couleur de sa peau.

En 1998 est née l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), à laquelle appartiennent aujourd'hui plus de trente États. Depuis 2015, le Saint-Siège, ou plutôt la Deuxième section de la Secrétairerie d'État, envoie un représentant aux conférences de l'IHRA pour exprimer sa solidarité avec cette cause. Cet organisme a pour devise un trinôme très significatif: "Souvenir, éducation, recherche". Il est important que les générations futures se souviennent de cette "ignominie humaine" et l'étudient, mais il est surtout essentiel qu'elles en tirent les leçons pour reconnaître les tendances racistes et antisémites, et les écraser dans l'œuf.

Source: [Osservatore Romano](#), 16 janvier 2021.